CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

LES TRANSFORMATIONS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN RUSSIE

Évolution du secteur public et stratégies d'établissements

Carole Sigman

NecPlus | « Revue d'études comparatives Est-Ouest »

2014/1 N° 45 | pages 21 à 54

ISSN 0338-0599

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

https://www.cairn.info/revue-revue-d-etudes-comparatives-est-ouest1-2014-1-page-21.htm

---

Distribution électronique Cairn.info pour NecPlus.
© NecPlus. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

Revue d'études comparatives Est-Ouest, 2014,
vol. 45, n° 1, pp. 21-54

Les transformations de l'enseignement supérieur en Russie
Évolution du secteur public et stratégies d'établissements

Carole SIGMAN

Chargée de recherche au CNRS, Centre d'études franco-russe de Moscou (USR 3060, UMIFRE 15) ; carole.sigman@u-paris10.fr

Résumé : Comment est-on passé en Russie, en l'espace de vingt ans, d'un système d'enseignement supérieur exclusivement public et piloté par l'État à l'époque soviétique à un système où se mêlent inextricablement les logiques du public et du privé ? Pour répondre à cette question, cet article s'intéresse aux stratégies d'adaptation des établissements supérieurs face à la chute des dotations publiques dans les années 1990, stratégies qui ont contribué à la fois à rendre les universités de plus en plus autonomes vis-à-vis de leurs tutelles et, plus généralement, à fragiliser les frontières du secteur public. Fort de la rente pétrolière qui s'est accrue à partir du milieu des années 2000, le gouvernement fédéral réinvestit cette sphère d'activité et instaure de nouvelles règles du jeu entre établissements et tutelles, sans pour autant chercher à réduire la porosité du secteur public.

Mots-clés : enseignement supérieur, réforme des services publics, nouveau management public, hybridation public-privé, Russie.

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

Comment est-on passé, en l'espace d'une vingtaine d'années, d'un système d'enseignement supérieur exclusivement public et piloté par l'État pendant la période soviétique à un système où le secteur public tend à perdre ses spécificités pour se dissoudre dans un espace hybride où se mêlent les logiques du public et du privé ?

Deux facteurs ont joué un rôle clé dans cette transformation : tout d'abord, la chute spectaculaire du financement public dans les années 1990, puis la reprise en main de la gestion de l'enseignement supérieur par l'État fédéral à partir du milieu des années 2000. Face au désengagement *de facto* et brutal de l'État ayant suivi la chute de l'URSS, les établissements ont dû recourir à des stratégies de survie ou de développement – aidés dans leur malheur par une démographie étudiante en expansion – qui ont eu pour effet de les rendre largement indépendants de leurs tutelles administratives (ministère de l'Éducation et de la Recherche ou ministères sectoriels : Santé, Culture, Agriculture, Transports) et de brouiller les repères à l'intérieur du secteur public (par une interpénétration non régulée des financements publics et privés, la création d'établissements ni publics ni privés par des entités publiques). Lorsqu'enfin le financement public augmente dans les années 2000, il sert surtout d'instrument de recentralisation du pilotage par l'État fédéral, d'autant plus efficace que les ressources non publiques tendent à s'amenuiser avec la baisse de la démographie étudiante depuis 2006 (Graphique 4 en annexe). Le retour de l'État central sous Vladimir Poutine, qui se traduit par la volonté de reprendre en main aussi bien les pouvoirs régionaux que les ministères sectoriels dans ce qui s'est appelé la « verticale du pouvoir », ne signifie pas un renforcement des frontières du secteur public : au contraire, la nouvelle politique mise en place s'appuie sur certaines formes d'hybridation public-privé qui se sont propagées dans les années 1990 en marge de la loi ou dans des vides juridiques ; il s'agit désormais d'encadrer juridiquement cette hybridation.

Comment, dans ces deux contextes très différents, les établissements d'enseignement supérieur (EES) se sont-ils adaptés à un espace devenu brusquement concurrentiel ? Quel a été le rôle de l'État, lui-même sujet à de profondes transformations ? Nous essaierons de montrer comment évoluent ces processus en suivant la trajectoire de deux établissements, l'un de sciences sociales, l'autre formant des ingénieurs, qui sont parvenus à acquérir ou à conserver une position dominante dans le champ

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

universitaire tout au long de la période postsoviétique. Il s'agit du Haut collège d'économie (*Vysšaja škola ekonomiki*, VŠE), placé sous la tutelle du gouvernement depuis 2008, et de l'Université technique d'État Bauman de Moscou (*Moskovskij gosudarstvennyj tekhničeskij universitet im. Baumana*, MGTU), subordonnée au ministère de l'Éducation. Ces deux universités ont noué, chacune à sa manière, des relations étroites avec le pouvoir exécutif fédéral, stratégie de proximité qui n'est pas à la portée de tous les établissements mais seulement des plus élitaires. Leurs cas éclairent les rapports de l'enseignement supérieur avec le pouvoir politique et, dans la mesure où elles participent elles-mêmes au pilotage de la politique d'enseignement supérieur et sont considérées par le sommet du pouvoir comme politiquement et économiquement stratégiques, permettent de mettre en évidence les spécificités de la compétition interuniversitaire et le rôle ambigu que de tels établissements tiennent dans la régulation de cette compétition. Nous tenterons ainsi de comprendre sur quelles ressources elles s'appuient et comment le pouvoir politique, même lorsqu'il est dépourvu de moyens financiers, les aide à se distinguer des autres (1). Fortes de ce soutien, quelles stratégies mettent-elles en œuvre sur le marché concurrentiel de l'enseignement supérieur depuis les années 1990 (2) ? Enfin, comment le retour de l'État dans la gestion du secteur public à partir du milieu des années 2000 tend-il à modifier les rapports entre les établissements, qu'ils soient ou non jugés prioritaires, et leurs tutelles administratives par un renforcement à la fois de leur autonomie de gestion et du contrôle qui pèse sur eux (3) ?

Dans la production de littérature consacrée à l'enseignement supérieur en Russie, le Haut collège d'économie tient une place dominante, entre autres pour les questions de gestion et de pilotage qui nous intéressent ici[1]. Proche du ministère de l'Éducation et de la Recherche, il détient un accès privilégié aux données statistiques brutes de ce dernier[2], qu'il peut valoriser en particulier dans des publications pour l'OCDE (Larionova & Meškova, 2007). Cependant, sa double casquette d'institution de recherche et de *think tank* du ministère n'est pas sans poser de

1. Voir par exemple les nombreux travaux de l'Institut de développement de l'éducation (http://iro.hse.ru/).

2. Il produit, par l'intermédiaire de son Institut des recherches statistiques et de l'économie de la connaissance (http://issek.hse.ru/), des annuaires statistiques officiels à partir de données recueillies par le ministère (http://www.hse.ru/primarydata/).

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

problèmes à ses chercheurs qui étudient le système d'enseignement supérieur et que les autres universités tendent à percevoir davantage comme des « envoyés » du ministère que comme de « purs » scientifiques. Pour retracer l'évolution du système d'enseignement supérieur dans les années 1990, nous nous appuyons sur un ouvrage collectif publié à l'issue d'une longue enquête de terrain visant à comprendre les modes de financement, de pilotage et de contrôle du système éducatif (Vinokur, 2001).

Les sources utilisées pour cette recherche en cours sont constituées principalement de la littérature grise des ministères (programmes à moyen et long termes, projets de loi) et d'entretiens avec des fonctionnaires et experts des ministères des Finances, du Développement économique, de l'Éducation et de la Recherche, de représentants du Syndicat des travailleurs de l'éducation et de la recherche, ainsi que de l'Union des recteurs (*i.e.* les présidents d'université) de Russie. Nous avons mené en 2009 une enquête auprès de l'administration du Haut collège d'économie et de celle de l'Université Bauman sur l'évolution des deux établissements. Les données les concernant ont été mises à jour grâce aux informations publiées sur leur site Internet. Le Haut collège joue depuis plusieurs années la carte de la transparence qui fait partie de son image de marque – l'un des classements internationaux où il figure en bonne position est *Webometrics* qui évalue la « performance des universités du monde entier basée sur leur présence sur le *web* et son impact »[3]). En revanche, le MGTU, traditionnellement lié à l'industrie militaire, a une politique de communication plus discrète. Lors de notre enquête en 2009, il a été impossible d'obtenir des données plus précises sur la composition du budget que celles, très agrégées et parfois contradictoires, divulguées sur le site de l'université. Néanmoins, depuis qu'elle est devenue une « Université nationale de recherche » en 2009, elle est tenue de mettre certaines informations, notamment financières, sur son site.

3. Pour plus de précision, voir le site Ranking Web of universities http://www.webometrics.info/en/Methodology

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

1. Le rapport au pouvoir politique fédéral

L'effondrement du financement public dans les années 1990 a frappé tous les secteurs, y compris les plus stratégiques[4]. Dans l'enseignement supérieur, les dépenses du budget consolidé par étudiant ont chuté de près de 70 % en termes réels entre 1990 et 1997 (Tretiakova, 2001). De leur côté, les entreprises, elles aussi en proie à la crise, n'ont plus été en mesure de cofinancer le système d'enseignement technique.

Quasiment dépossédé de leviers financiers, l'État fédéral a pourtant joué un rôle majeur dans le maintien ou l'accession de certains EES au sommet de la hiérarchie universitaire. Les ressources, plus symboliques que matérielles, alors accordées ont agi comme des marques de distinction, des « avantages concurrentiels », face aux autres établissements, légitimant de la sorte la place de premier plan qu'ils revendiquaient dans l'espace universitaire.

Les deux établissements étudiés ont une importance politique aux yeux du gouvernement fédéral. Le Haut collège d'économie (VŠE), université publique créée *ex nihilo* en 1992, s'est fermement adossé à un projet politico-académique. Sur le plan universitaire, l'objectif était d'offrir une formation en sciences sociales « à l'occidentale », domaine sorti écorné de l'époque soviétique, enserré qu'il était par l'idéologie officielle. De surcroît, les sciences sociales étaient dans l'ensemble peu ouvertes aux recherches à l'étranger et jugées d'ordre secondaire par rapport à la formation en sciences dures. Sur le plan politique, le Haut collège a été conçu d'emblée comme un *think tank* susceptible d'établir un pont entre le gouvernement fédéral et les organisations internationales (Banque mondiale, Union européenne, OCDE) afin de faciliter l'importation de modèles économiques et idéologiques d'inspiration néolibérale. Le gouvernement Gaïdar, qui lançait alors la « thérapie de choc », devait faire face à de multiples oppositions, notamment de la part du pouvoir législatif. Aussi, lorsque Jaroslav Kuz'minov, l'actuel recteur de la VŠE, et Evgenij Jasin, considéré comme l'un des « idéologues » des réformes des années 1990, sont venus lui soumettre l'idée de fonder une université économique d'un type « nouveau », Gaïdar s'est emparé de l'occasion pour encourager la création d'un allié politique dans le champ intellectuel.

4. Pour ne prendre qu'un exemple, les dotations du secteur spatial ont diminué de 95 % entre 1989 et 1999 (Vorobyov & Pozharov, 2005).

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

Encadré 1

Les trajectoires de Jaroslav Kuz'minov et d'Evgenij Jasin

Fils de professeur d'économie, Jaroslav Kuz'minov, né en 1957 à Moscou, fait des études d'économie à l'Université d'État de Moscou (MGU) de 1974 à 1979*. Il y enseigne l'histoire économique et l'histoire de la pensée économique pendant dix ans, période au cours de laquelle il soutient sa thèse (1984). À la fin des années 1980, il publie un ouvrage (sur l'aliénation du travail) avec des collègues qui joueront un rôle majeur dans la construction et l'institutionnalisation du Haut collège : El'vira Nabiullina, son épouse dès cette époque, qui prendra en 2007 la tête du ministère du Développement économique, alors autorité de tutelle de la VŠE, Vadim Radaev, futur vice-recteur de la VŠE, et Tat'jana Subbotina qui deviendra spécialiste de l'éducation à la Banque mondiale.

En 1989, Kuz'minov entre à l'Institut d'économie de l'Académie des sciences** où il dirige un laboratoire de recherche sur l'histoire économique. La même année, avec des collègues du MGU et de son institut, il crée une chaire de théorie économique dans un institut de physique réputé (MFTI), « première tentative – est-il précisé dans sa biographie officielle – d'enseigner une science économique 'normale' dans un établissement supérieur soviétique ». En 1990, cette chaire est rattachée aux facultés de physique et d'histoire (et non d'économie) du MGU. C'est en 1992 qu'il fonde le Haut collège d'économie dont il devient le recteur, poste auquel il a été réélu jusqu'à présent.

Evgenij Jasin (né en 1934 à Odessa), économiste, dirige un laboratoire de l'Institut central d'économie mathématique (CEMI) à partir de 1973***. En 1989, il est invité par son collègue Leonid Abalkin à siéger à la tête d'un département de la Commission pour la réforme économique du Conseil des ministres de l'URSS, dite « Commission Abalkin ». L'année suivante, Jasin collabore parallèlement à la rédaction d'un programme économique concurrent de celui d'Abalkin – le « Plan de 500 jours » – aux côtés de

* Sa biographie est consultable sur le site du Haut collège d'économie : http://www.hse.ru/org/persons/kuzminov/bio

** Réputé plus « conservateur » que d'autres instituts comme l'Institut central d'économie mathématique (CEMI) ou l'Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS), tenus depuis leur création sous Khrouchtchev par des « réformateurs » de l'Académie des sciences.

*** Pour sa biographie, voir le site Lenta.ru : http://www.lenta.ru/lib/14162032/

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

Grigorij Javlinskij et de Sergej Šatalin. En 1991, il est embauché par le lobby des grandes entreprises (Union scientifique et technique de l'URSS, bientôt rebaptisée Union des industriels et des entrepreneurs de Russie, RSPP). Il sera également nommé représentant du Président et du gouvernement auprès du Soviet suprême de Russie en 1992. Proche d'Egor Gaïdar et d'Anatoli Tchoubaïs, il est considéré, on l'a dit, comme l'un des inspirateurs de la « thérapie de choc ». Il sera ministre de l'Économie entre 1994 et 1997 avant de devenir directeur scientifique du Haut collège d'économie en octobre 1998, poste qu'il occupe toujours aujourd'hui.

Kuz'minov, enseignant-chercheur en économie dans des institutions prestigieuses (Encadré 1), a rapidement senti qu'il y avait un vide académique à combler et su trouver des appuis politiques et financiers : le soutien de Gaïdar et de Leonid Abalkin, ancien vice-président du Conseil des ministres de l'URSS sous Gorbatchev, lui a très certainement donné accès à des décideurs au sein de la Communauté économique européenne, qui a été le premier bailleur de fonds de son université.

Les pères fondateurs de la VŠE se réclament du libéralisme économique et l'université, en tant que « conseiller du Prince », n'a cessé de défendre l'idée d'une compétition entre établissements pour l'obtention des fonds publics, l'égalité de traitement des établissements publics et privés et, par conséquent, l'accès de ces derniers au financement public, y compris en période de disette. Elle a également plaidé pour l'introduction d'un examen national de fin d'études secondaires devant remplacer les concours d'entrée à l'université comme instrument de classement des lycées et universités à l'usage des parents et des pouvoirs publics (pour déterminer quels établissements financer en priorité en fonction de leurs performances). Enfin, l'université a œuvré à la transformation des établissements publics en entités hybrides publiques-privées en vue de l'éventuelle privatisation ultérieure des plus efficientes.

Conçu initialement comme un centre de formation continue pour enseignants en économie, le Haut collège s'est peu à peu ouvert à la formation initiale puis à d'autres disciplines (*cf. infra*)[5]. Depuis qu'il

5. « Istorija VŠE (1992-2012) » (L'histoire de la VŠE (1992-2012) », http://www.

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

a reçu en 1995 le statut d'« université » (conféré aux établissements dotés de plusieurs facultés), il a connu une croissance exponentielle : ses effectifs étudiants sont passés de 700 à 20 000 en 2011 (x 29)[6] ; son corps enseignant permanent de 277 à 1 465 en 2012 (x 5)[7] et le nombre de chercheurs permanents de 18 à 974 en 2012 (x 54)[8] ; partie de deux facultés en 1995, l'université en compte aujourd'hui 19[9] ; enfin, sa superficie totale a crû de 18 000 à 282 900 m^2 en 2011 (x 15)[10]. Son essor en tant que consultant du pouvoir exécutif fédéral est tout aussi remarquable, quoique plus difficilement quantifiable. Même après le départ du pouvoir de Gaïdar puis d'Eltsine, la direction politique de l'établissement est demeurée bien placée dans les réseaux influents de l'exécutif. Sa proximité avec le ministère du Développement économique, l'un des fiefs du courant « libéral », ne s'est jamais démentie, aussi bien à l'époque de Guerman Gref (ministre de l'Économie de 2000 à 2007) qu'à celle d'El'vira Nabiullina (de 2007 à 2012)[11] : le Haut collège a alors effectué de nombreux travaux de conseil et récupéré en son sein deux instituts de recherche du ministère du Développement économique. Toutefois, c'est surtout avec le ministère de l'Éducation que les relations sont les plus denses : la VŠE l'encercle littéralement, intervenant comme « éminence grise » en amont de la plupart des projets ministériels puis comme sous-traitant dans la conception de projets de loi ou d'actes réglementaires et enfin, en aval, dans la mise en œuvre, le « monitoring » et l'évaluation des projets de réforme. Kuz'minov est, à l'image de son université, présent dans de multiples instances de consultation du gouvernement et de la Présidence[12] qui, même si

hse.ru/org/hse/21006743/

6. http://www.hse.ru/figures/49192.html

7. http://www.hse.ru/figures/6873231.html

8. http://www.hse.ru/figures/49189.html

9. http://www.hse.ru/figures/48682.html

10. http://www.hse.ru/figures/48676.html

11. G. Gref, juriste de formation, a présidé les travaux de rédaction du programme de V. Poutine en 1999-2000 (au moment de sa première élection à la tête de la Russie) dans le cadre d'un *think tank*, le Centre d'études stratégiques, auquel E. Nabiullina a également participé.

12. La liste est en ligne sur http://www.hse.ru/org/persons/kuzminov/public_activities

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

elles ne sont pas toujours des lieux de décision, sont des endroits où s'échangent des informations et où se tissent des réseaux.

Encadré 2

Ja. Kuz'minov, conseiller politique

Lors du premier mandat présidentiel de V. Poutine (2000-2004), il a été membre du Centre d'études stratégiques où a été conçu le programme de l'exécutif. Il a alors rédigé, avec le ministre de l'Éducation, Vladimir Filippov, le chapitre du Programme du gouvernement consacré à la « modernisation de l'éducation ». Kuz'minov a également été l'un des principaux auteurs de la réforme de la fonction publique, de la réforme de l'État et du programme de lutte contre la corruption du début des années 2000. Plus récemment, en 2011, il a coordonné avec le recteur de l'Académie de l'économie et de la fonction publique de Russie, Vladimir Mau, le travail de 21 groupes d'expertise chargés d'élaborer la « stratégie socioéconomique de développement de la Russie jusqu'en 2020 », dite « Stratégie-2020 », pour le compte du Gouvernement fédéral*.

* http://www.hse.ru/org/persons/kuzminov/bio

La situation de l'Université Bauman (MGTU) est très différente. Institution centrale de formation des ingénieurs depuis le XIXe siècle, elle détient une solide réputation, tant en URSS qu'à travers le monde. Par ses relations étroites avec de grands bureaux d'étude et entreprises de l'industrie militaire (dont certains détiennent des chaires et des facultés en son sein [Sigman, 2012]), elle a été l'un des artisans du succès soviétique dans la « conquête de l'espace ». Les années 1990 ont complètement bouleversé son mode de fonctionnement et ses repères : non seulement les liens avec les entreprises se sont brutalement rompus en 1991 (nous y reviendrons), mais le gouvernement central a cessé de mener toute politique industrielle ; enfin, la désaffection massive des étudiants pour les études d'ingénieur, naguère si prestigieuses, a durement frappé les instituts techniques car elles n'offraient plus les mêmes perspectives d'emploi qu'auparavant, ni de salaires décents comparativement à ceux auxquels pouvaient prétendre les diplômés en économie et en droit. Alors que la VŠE est proche du ministère de l'Économie, les liens politiques du MGTU se situent plutôt dans le domaine de la Défense (ministère et

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

entreprises) et de l'industrie lourde, milieux où certains acteurs ont tenté, avec succès, de poser des limites à la politique de privatisation du gouvernement, notamment dans l'industrie militaire : les entreprises déclarées « stratégiques » (*i.e.* militaires) ne pouvaient être privatisées sans autorisation présidentielle expresse[13]. C'est de ce milieu politico-industriel, attaché à une gestion étatique de l'économie – ou tout au moins des grands secteurs de l'économie –, que le MGTU est proche bien que l'on ignore s'il a eu un rôle de conseiller politique, l'Université Bauman étant beaucoup moins loquace sur cet aspect éventuel de son activité que la VŠE. Néanmoins, en dépit des restrictions budgétaires et de l'absence de politique industrielle, le gouvernement fédéral, conscient de la valeur de cette institution de référence, a fait des efforts spécifiques pour maintenir le MGTU parmi les établissements d'élite.

Encadré 3

Les dirigeants du MGTU

La perestroïka (1985-1991) a été une période cruciale pour le MVTU* qui a reçu un soutien appuyé, notamment financier, de l'État, après la nomination à sa tête, fin 1985, d'un ancien cosmonaute, Aleksej Eliseev. Proche de l'industrie militaire (il a fait partie de l'équipe dirigeante d'une entreprise de production de fusées spatiales de 1975 à 1985), il est resté présent dans son université d'origine, le MVTU, où il a dirigé une chaire de 1980 à 1987 tout en nouant des liens avec des membres du courant réformateur de l'Académie des sciences. Sa notoriété et sa multipositionalité ont facilité les relations qu'il a cherché à établir avec le sommet du pouvoir politique et, tout particulièrement, avec l'aile réformatrice réunie autour de M. Gorbatchev. C'est à une décision du Comité central du Parti communiste et du ministère de l'Enseignement supérieur de l'URSS qu'il doit d'ailleurs sa nomination à la tête du MGTU, contre l'avis des hiérarques de l'établissement (Eliseev, s.d.).

L'Université Bauman s'est alors dotée d'équipements nouveaux et a entrepris d'importantes transformations structurelles : création d'unités de formation et de recherche davantage axées sur les besoins des entreprises,

* Ancien nom du MGTU.

13. Fin 1997, elles n'étaient que 29 % à avoir été privatisées ; 42 % étaient demeurées entièrement publiques et 29 % devenues partiellement publiques (Gloagen, 2003).

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

création de nouvelles facultés et fusion d'anciennes, nomination de titulaires de chaires provenant du monde de l'industrie. Eliseev projetait également de transférer l'établissement dans une « cité universitaire du futur » hors de Moscou, à l'image des campus américains (Volčkevič, 2005, pp. 131-133). Ces transformations et projets ont suscité des crispations à l'intérieur de l'établissement et lorsque le mandat d'Eliseev est venu à expiration en 1991, ses pairs ne l'ont pas renouvelé**, lui préférant quelqu'un de beaucoup plus consensuel.

Rien ne dit que les successeurs d'Eliseev ont pu établir le même type de rapport privilégié avec le pouvoir politique. Leur « surface sociale » (Boltanski, 1973) semble avoir été moins étendue : Igor Fedorov, recteur de 1991 à 2010, et Anatolij Aleksandrov, recteur depuis 2010, ont passé la totalité ou la majeure partie de leur carrière au MGTU. Il n'en demeure pas moins que l'Université Bauman, comme nous le verrons, a continué de recevoir des marques d'attention et de protection de la part du pouvoir politique.

** Les recteurs étaient désormais élus.

Les ressources prodiguées par l'État fédéral aux établissements jugés les plus prestigieux sont d'ordre matériel et symbolique. Les dotations budgétaires y ont moins diminué que dans la plupart des établissements. Le MGTU a ainsi bénéficié, à partir de 1995, d'un ratio enseignants/étudiants plus favorable en entrant dans le « patrimoine culturel des peuples de la Fédération de Russie » aux côtés de trois autres établissements supérieurs (l'Université d'État de Moscou, celle de Saint-Pétersbourg et le Conservatoire Rimski-Korsakov), de musées (le Kremlin, Peterhof, l'Ermitage, le musée Pouchkine et la Galerie Tretiakov) et d'institutions aussi emblématiques que le Bolchoï. L'*ukaz* présidentiel qui a sanctuarisé ces établissements précisait qu'ils ne pouvaient faire l'objet de privatisation et que leurs ressources extrabudgétaires ne pouvaient en aucun cas se substituer au financement budgétaire (substitution donc implicitement admise pour les autres)[14]. Quant à la VŠE, si le gouvernement fédéral ne l'a pas financée à ses débuts,

14. Ukaz du Président de la Fédération de Russie n° 1487 du 30.11.1992 et loi fédérale n° 73-FZ du 25.06.2002 sur le patrimoine culturel des peuples de la Fédération de Russie.

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

il l'a dotée d'un bâtiment imposant en plein centre de Moscou et lui a attribué le statut d'établissement public, plus prestigieux que celui de « non public » (*negosudarstvennyj*) ou « privé » (de tels établissements n'existaient pratiquement pas en 1992). Autrement dit, l'État lui offrait son soutien moral – et une promesse de soutien matériel lorsqu'adviendraient des jours meilleurs –, facilitant ainsi son accès aux institutions publiques en tant que consultant.

Par ailleurs, certains établissements ont bénéficié d'une position de pouvoir spécifique dans le champ universitaire en étant désignés chefs de file d'« unions éducatives et méthodiques » (*učebno-metodičeskoe ob"edinenie*, UMO) par le ministère de l'Éducation. Cogérées par l'État et les universités, ces instances sont associées au travail d'accréditation des programmes d'enseignement supérieur dans toutes les disciplines et vérifient leur adéquation aux normes étatiques. Composés de représentants d'universités, les UMO sont dirigés par un ou deux établissements considérés comme des références dans la discipline concernée. Le MGTU Bauman est responsable, avec l'Université polytechnique d'État de Saint-Pétersbourg, de celui pour la formation universitaire polytechnique, dont le champ d'action est étendu puisqu'il contrôle 55 filières dans plus de 420 établissements supérieurs (MGTU, 2006, p. 14). Le Haut collège, lui, en contrôle trois : en économie et théorie économique (avec l'Académie d'économie de Russie Plekhanov), en management (avec l'Université d'État de gestion) et en logistique[15]. L'idée d'une cogestion de l'accréditation des programmes par l'État et les universités date de la perestroïka (1987) mais cette pratique a pris un tout autre sens après la chute de l'URSS car les chefs de file des UMO ont fini par détenir un pouvoir de décision sur des établissements qui sont désormais leurs *concurrents* sur le marché éducatif, devenant ainsi juges et parties, ce qui pose la question – jamais abordée – du conflit d'intérêts.

L'aide de l'État change radicalement de perspective, de forme et de dimension à partir du milieu des années 2000. La rente pétrolière ayant amélioré les finances publiques tout en suscitant chez les autorités fédé-

15. Au total, il existe aujourd'hui 76 UMO dont 6 dirigés conjointement par deux universités. 73 universités ont été désignées chefs de file d'un UMO, dont 6 en contrôlent deux ou trois (http://www.fgosvpo.ru/index.php?menu_id=22&menu_type=11&parent=15).

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

rales la crainte du « syndrome hollandais »[16] (Corden & Neary, 1982), le gouvernement s'est attaché à concevoir une politique industrielle ambitieuse et, pour l'accompagner, à restructurer la sphère de l'enseignement supérieur. Les moyens financiers se concentrent désormais sur deux types de « champions nationaux » : (i) les établissements appelés à fournir une main-d'œuvre qualifiée à l'économie régionale : l'exécutif fédéral a procédé à des fusions d'établissements supérieurs pour constituer de nouvelles entités, les « Universités fédérales », au nombre de neuf ; (ii) ceux plus particulièrement destinés à entrer en compétition sur le marché mondial de l'enseignement supérieur et de la recherche : il s'agit des 29 « Universités nationales de recherche » (principalement spécialisées dans les sciences dures), du MGU et de l'Université d'État de Saint-Pétersbourg (SPbGU), auxquels est entre autres confiée la mission de développer la recherche universitaire, traditionnellement réalisée dans les instituts de l'Académie des sciences[17]. Au total, ces champions représentent 6 % des établissements supérieurs publics (40 sur 660) et correspondent peu ou prou aux établissements déjà réputés du temps de l'Union soviétique ; cette hiérarchisation ne bouleverse donc pas fondamentalement celle héritée du passé. Les établissements gratifiés d'un label distinctif reçoivent un financement supplémentaire substantiel : chaque Université nationale de recherche, par exemple, reçoit 400 millions de roubles (10 millions d'euros) par an pendant cinq ans, à charge pour elle d'apporter 20-25 % de ressources propres[18].

Après s'être longtemps focalisé sur les établissements d'élite, l'exécutif fédéral s'intéresse à présent aux 94 % d'EES restants, encourageant les plus méritants par une aide financière[19] et menaçant ceux qui

16. Perte du potentiel industriel au profit du développement du seul secteur rentier.

17. La distinction entre ces deux catégories tend toutefois à s'estomper dans la mesure où les universités fédérales ont également reçu pour mission de développer la R&D et, pour trois d'entre elles, de se placer dans les classements internationaux (http://минобрнауки.рф/новости/3503).

18. *Spravka po voprosu « O koncepcii sozdanija seti nacional'nykh issledovatel'skikh universitetov ». K zasedaniju kollegii Minobrnauki Rossii 4 marta 2009 goda* (Note sur la « Conception de la création d'un réseau d'universités nationales de recherche ». En vue de la réunion du collège du ministère de l'Éducation et de la Recherche du 4 mars 2009), Moscou, 2009, 8 p. (http://old.mon.gov.ru/press/news/09.03.04-spravka1.doc)

19. Il s'agit du « Programme de développement stratégique des établissements publics d'enseignement supérieur, 2012-2014 » (http://programs.extech.ru/) qui pro-

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

ont démérité de « réorganisation », menace d'autant plus pesante qu'elle est floue : il peut s'agir en effet de fusion, de liquidation ou de tout autre transformation de statut. En fait, l'objectif semble être d'éliminer les établissements que l'État fédéral a décidé de ne pas aider : c'est le cas des établissements pédagogiques (assurant la formation des maîtres) que le ministère de l'Éducation cherche depuis longtemps à fusionner avec des universités classiques, d'une partie des établissements agricoles et des nombreuses succursales (d'universités techniques, classiques, de culture et d'art) (Ministerstvo obrazovanija i nauki RF, 2012, p. 108). Ainsi, en novembre 2012, le ministère de l'Éducation a-t-il publié un rapport sur l'« efficacité » des EES, qui a fait grand bruit, reposant sur cinq indicateurs[20]. Au terme de cette évaluation, il est apparu que les établissements pédagogiques et les succursales présentaient, dans de nombreux cas, des « signes d'inefficacité »[21].

En réalité, aucun des indicateurs utilisés, qui ont été appliqués aux universités sans distinction de spécialité, ne permet de juger de la qualité de l'enseignement dispensé ou de la recherche, *i.e.* des résultats obtenus, puisque tous ou presque décrivent des *inputs* principalement accordés par l'État (locaux et financement). Le premier critère mesure la qualité de la « matière première » (étudiants) à l'entrée, mais pas à la sortie : on ignore donc la valeur ajoutée apportée par l'établissement. Par ailleurs, ne pas distinguer les sources publiques et privées de financement pose un sérieux problème d'interprétation : on sait qu'en Russie, plus un établissement dispose de places gratuites (ou « budgétaires »)

---

pose une subvention maximale de 100 millions de roubles (2,5 millions d'euros). 21 universités classiques, 22 universités techniques et 12 universités pédagogiques et de SHS ont été sélectionnées à l'issue d'un appel d'offres (http://programs.ex-tech.ru/docs/winners.php).

20. Note moyenne des étudiants à l'examen unique de fin d'études secondaires, recettes de R&D par enseignant ou chercheur, part des étudiants étrangers, recettes de l'établissement par enseignant ou chercheur, superficie des bâtiments d'enseignement et de recherche par étudiant (hors bâtiments loués). Trois autres indicateurs ont été ajoutés pour évaluer l'« efficacité » des succursales : nombre d'étudiants, part des *kandidat* (équivalent de docteurs) et *doktor* (équivalent de titulaires d'une habilitation à diriger les recherches) dans le personnel enseignant et part des enseignants permanents dans le personnel enseignant (Ministerstvo obrazovanija i nauki RF, 2012, pp. 7-9).

21. Sont considérés inefficaces les établissements dont les résultats sont inférieurs au seuil minimal pour au moins 4 des 5 indicateurs et les succursales n'atteignant pas le seuil minimal pour au moins 5 des 8 indicateurs.

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

payées par l'État, plus il a de chances d'attirer des étudiants payants et donc d'augmenter ses ressources extrabudgétaires car les places gratuites sont attribuées sur critères académiques et non sociaux ; elles constituent donc un signe de prestige monnayable sur le marché. Enfin, les recettes par enseignant-chercheur et la superficie des bâtiments semblent davantage mesurer l'« efficacité » de l'établissement face au pouvoir politique et à sa tutelle que face à la concurrence. Ne peuvent, dans ces conditions, être « efficaces » que les établissements fortement aidés par l'État. Or cette aide, nous le verrons, est répartie de manière de plus en plus discrétionnaire.

2. Les stratégies des établissements sur le marché de l'enseignement supérieur

Grâce à leur proximité avec le pouvoir politique et aux formes de reconnaissance qu'il leur accorde, certains établissements bénéficient assurément d'un avantage sur le marché de l'enseignement supérieur. Il n'en demeure pas moins que tous ont dû se débrouiller par eux-mêmes pour progresser ou survivre dans l'environnement concurrentiel où ils ont été contraints d'opérer et où l'État, tout au moins dans les années 1990, était loin d'être le maître d'œuvre.

Dans la décennie qui a suivi la disparition de l'URSS, la baisse du financement public a été compensée par une hausse de la démographie étudiante. Les établissements ont alors engagé, le plus souvent hors de toute régulation étatique, des stratégies d'expansion pour se prémunir contre les incertitudes de financement : ils ont ouvert de nouvelles filières attractives (en économie, gestion et droit) sans toujours avoir le personnel adéquat, multiplié le nombre de succursales à travers le pays[22], conclu des accords avec des établissements secondaires pour recruter les sortants de façon privilégiée (sans concours d'entrée ou en leur faisant passer des concours allégés) et en faire une clientèle captive ; ils ont également créé des établissements « non publics » en leur sein qui ont profité de leurs ressources (infrastructures et personnel payé à la vacation) (Adrian *et al.*, 2001, p. 171). Ces différentes formes d'expansion disciplinaire, géographique, verticale et horizontale ont principalement visé à attirer des étudiants payant des droits d'inscrip-

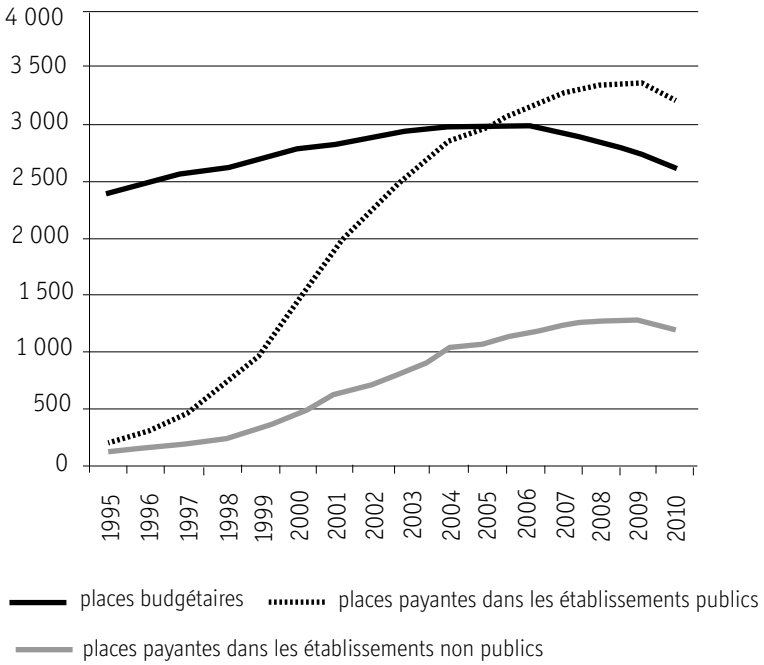
22. C'est ainsi que l'Université d'État Gorki d'Ekaterinbourg a ouvert 22 succursales (Adrian *et al.*, 2001, p. 170).

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

tion, admis dans les universités publiques à côté de ceux bénéficiant d'une place budgétaire. Même si les revenus des ménages ont fortement baissé pendant la période (Tretiakova, 2001, pp. 85-90), les parents, notamment ceux qui avaient bénéficié d'une formation supérieure à l'époque soviétique, ont continué de payer des études, de plus en plus chères, à leurs enfants. Comme le montre le Graphique 1, le nombre de places payantes dans les établissements publics n'a cessé d'augmenter depuis la chute de l'URSS alors que celui des places gratuites est resté relativement stable.

Graphique 1

Nombre de places budgétaires et payantes (1995-2010) (en milliers)



Sources : Ministerstvo obrazovanija i nauki Rossijskoj Federacii, 2008, 2010, 2012 ; Vysšaja škola ekonomiki, 2010, 2012.

Le Haut collège a poursuivi une stratégie offensive de conquête de terrain qui s'est révélée très efficace. Nouveau venu dans le champ universitaire, il a réussi, non sans l'aide de l'État, à s'imposer dans un segment (l'économie) bénéficiant d'une très forte demande, *i.e.* d'un réservoir d'étudiants payants quasi illimité. Les ressources extrabudgétaires qu'il a ainsi drainées lui ont permis d'offrir aux enseignants des rémunérations supérieures à celles des autres établissements. En

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

vingt ans, il est devenu le grand rival du MGU et de l'Académie des sciences dans les sciences sociales en phagocytant les enseignants et chercheurs les plus réputés travaillant chez ses concurrents. Dans un premier temps, la structure de son personnel enseignant tendait à ressembler à celle de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, comptant 40 % d'enseignants vacataires, le plus souvent des professeurs réputés, mais aussi des hauts fonctionnaires, des hommes politiques et des chefs d'entreprise (Sigman, 2013a). Cependant, depuis deux ou trois ans, l'établissement tend à élargir ses effectifs permanents d'enseignants et de chercheurs à temps plein (on ne recense plus aujourd'hui que 31 % d'enseignants vacataires extérieurs[23]) et à fidéliser ainsi les « stars » de l'enseignement supérieur et de la recherche en Russie.

L'expansion disciplinaire de la VŠE dans les sciences humaines et sociales est constante depuis les années 1990 : l'université qui disposait au départ de quatre filières (économie, management, sociologie et politologie) en a ouvert dix nouvelles dans les années 2000 (psychologie, philosophie, journalisme, culturologie, relations internationales, droit, gestion publique, mathématiques, mathématique appliquée et informatique, informatique d'entreprise) et six dans les années 2010 (histoire, études orientales et africaines, communication et relations publiques, lettres, linguistique, design). Son expansion géographique, en revanche, s'est limitée à trois succursales à Saint-Pétersbourg, Perm et Nijni-Novgorod. Enfin, comme de nombreuses universités, elle a noué des relations étroites avec un certain nombre de lycées.

Aujourd'hui, la VŠE est la seule université spécialisée en sciences sociales à avoir reçu le label d'« Université nationale de recherche ». Elle a néanmoins des concurrents dans ce domaine puisque quinze universités « classiques » devenues Universités nationales de recherche comprennent, elles aussi, des départements de sciences sociales. À Moscou, son principal rival est le MGU avec lequel elle mène une guerre des prix relative aux frais d'inscription (Sigman, 2013a).

Le Haut collège s'escrime à figurer dans les classements mondiaux (Shanghai, Times). Si le MGTU Bauman fait de la recherche depuis des décennies et produit des thèses en grand nombre, la position de la VŠE est plus faible à cet égard : labellisée « université de recherche », elle ne parvient à attirer des étudiants au-delà de la licence que dans

23. http://www.hse.ru/figures/57652677.html

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

la mesure où l'État leur offre des places budgétaires (d'aucuns pourraient ainsi la juger peu concurrentielle sur ce segment du marché). Entre 2009 et 2012, le nombre de places de master payées par l'État a augmenté de 74 %, passant de 1 030 à 1 791, alors que celui des places payantes a diminué de près de 50 % (de 479 à 251)[24]. Si l'on compare la répartition de ses étudiants par niveau d'enseignement à celle de Paris 1 ou de Sciences Po par exemple[25], on est frappé par la faiblesse structurelle de son « troisième cycle » : elle a proportionnellement deux fois moins d'étudiants de master et quatre à cinq fois moins de doctorants (*aspirant*) ; la VŠE forme donc avant tout des étudiants de licence (Graphique 2). Les niveaux M et D confondus atteignent péniblement le quart des effectifs alors qu'ils en représentent la moitié ou davantage à Paris 1 et Sciences Po. Le nombre de thèses soutenues par an (50-60) est donc nécessairement modeste (mais le ratio thèses soutenues/doctorants est en revanche élevé, il y est supérieur à celui que l'on observe à Sciences Po).

Enfin, l'équipe dirigeante s'agace depuis longtemps du nombre, jugé trop faible, de publications dans des revues étrangères classées (Kuz'minov, 2009, p. 18). Aussi a-t-elle mis en place une politique de la carotte et du bâton : les enseignants-chercheurs publiant un article dans une revue internationale à comité de lecture indexée par Scopus ou Web of Science se voient accorder une prime mensuelle de 60 000 roubles (1 500 euros) pendant deux ans[26] tandis que ceux qui se rendent coupables de ne pas publier suffisamment sont menacés de licenciement[27]. Pour renforcer ses troupes, l'établissement a recruté un nombre signifi-

24. Ces chiffres sont consultables sur le site de la VŠE, http://www.hse.ru/figures/48532.html

25. SciencesPo présente des similitudes avec le Haut collège par sa proximité avec les élites de l'État et de l'économie et le déploiement actuel de ses filières de formation ; Paris 1 est pris ici davantage pour pouvoir comparer le Haut collège avec une université de sciences sociales ancrée dans une position centrale du champ académique et reconnue pour sa production de docteurs, position à laquelle aspire la VŠE.

26. Cette prime a été ramenée à 40 000 roubles (1 000 euros) à partir de 2013.

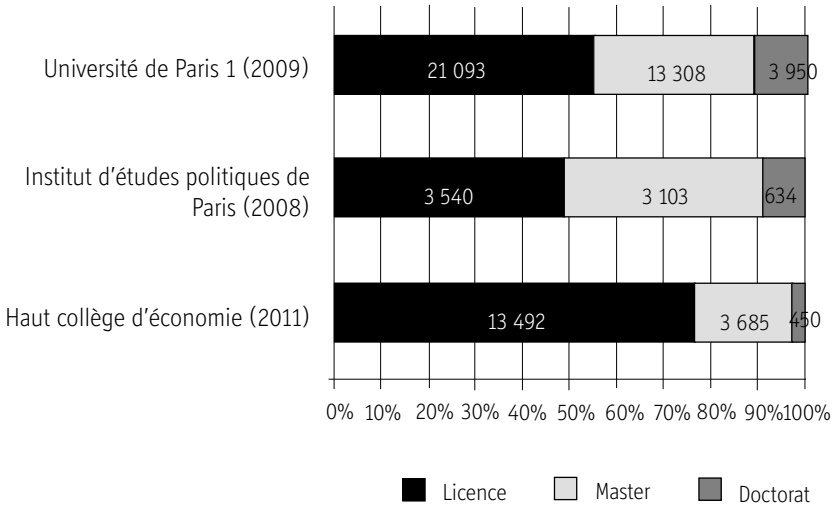
27. Voir l'annonce par le recteur en octobre 2012 du licenciement imminent d'un millier d'enseignants (information transmise à l'auteur par un enseignant de la VŠE le 20.10.2012). Le licenciement est facilement envisageable en Russie puisque les enseignants et chercheurs ont tous des contrats à durée déterminée de cinq ans maximum renouvelables.

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

catif de chercheurs en 2011 (386, ce qui double presque ses effectifs en la matière) et espère attirer des professeurs étrangers en leur proposant *tenure* et salaires alléchants (pendant que les enseignants russes, même munis d'un diplôme étranger, ne peuvent prétendre au mieux qu'à des *tenure tracks* sans véritable espoir d'atteindre la *tenure*)[28]. En somme, le Haut collège a reçu en quelque sorte à crédit son titre d'université de recherche mais les ressources financières, humaines et symboliques dont il est pourvu et la politique volontariste de sa direction devraient lui ouvrir rapidement l'accès au cercle des universités d'envergure internationale.

Graphique 2

Structure des effectifs étudiants au Haut collège d'économie, à l'IEP de Paris et à l'Université Paris 1



Sources : AERES, 2010, p. 11 ; AERES, 2008, p. 7 ; http://www.hse.ru/data/2012/10/15/1234613834/1Ru_All_2012.10.15.pdf (pp. 3, 33 et 74).

À l'inverse de la VŠE, le MGTU a mené dans les années 1990 une stratégie à visée plus conservatoire qu'expansive. À la chute de l'URSS, outre le sous-financement, son problème majeur a été la rupture de ses relations avec les entreprises en tant que lieux de formation et d'expérimentation, débouchés pour ses diplômés et clients pour

28. En 2012, 56 étrangers travaillent à la VŠE (33 enseignants et 23 chercheurs) (http://www.hse.ru/figures/48541.html). Nous utilisons ici les termes de *tenure* et de *tenure tracks* car le modèle suivi par le Haut collège est explicitement celui des États-Unis.

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

ses travaux de R&D. La spécificité de l'école russe d'ingénieur, dont le MGTU a été la matrice, est en effet de combiner une formation théorique approfondie et des travaux pratiques en laboratoire et en entreprise. Les étudiants du MGTU étaient intégrés à divers degrés dans les entreprises et bureaux d'études dont certains avaient ouvert des facultés directement à Bauman ou accueillaient en leur sein des succursales de chaires de l'établissement. À partir des années 1970-1980, l'osmose entre certaines chaires et leurs partenaires industriels s'est renforcée avec la création de cinq facultés dites « sectorielles » (*otraslevye fakul'tety*) implantées à l'intérieur d'entreprises où, dès la première année, les étudiants suivaient un programme de cours spécifiquement adapté aux besoins des entreprises (Sigman, 2012). Avec l'effondrement du financement de l'industrie militaire, c'est donc tout un pan traditionnel de la formation au MGTU qui risquait de s'écrouler. Non seulement l'université ne parvenait plus à placer ses diplômés, jusqu'alors très demandés, mais les salaires modiques désormais proposés aux ingénieurs ont tôt fait de dissuader les lycéens d'entamer des études techniques. Même un établissement aussi réputé que le MGTU n'a jamais pu tabler sur les étudiants payants pour compenser la chute du financement de l'État et des entreprises : en 2008, seuls 14 % d'entre eux payaient des droits de scolarité (contre 40 % des étudiants à temps plein à la VŠE et 37 % dans l'ensemble des établissements supérieurs publics russes) (Sigman, 2013a) ; ils ne sont aujourd'hui que 8 % (à effectifs pratiquement constants voire en baisse).

Au cours de la décennie 1990, le MGTU a, malgré tout, lui aussi mené une politique d'expansion, bien que mesurée. En 1993, en plein cœur de la crise économique, il a ouvert deux formations d'un type nouveau : l'une en droit pour ceux qui se destinent à être experts auprès des tribunaux ; l'autre en économie dont les étudiants suivent au préalable une formation de base d'ingénieur pendant quatre ans, puis se spécialisent pendant deux ans dans la gestion d'entreprise. Cette faculté attire tout particulièrement les étudiants payants[29]. Contraint par la demande, le MGTU a cultivé sa rareté dans l'espace géographique : il n'a créé aucune succursale mais a conservé celle qu'il détenait depuis les années 1960 à Kalouga, ville proche de Moscou où sont implantés des bureaux d'études et usines des secteurs automobile, aérospatial et agricole. Il a

29. Le tiers des étudiants de première année payant des droits de scolarité s'y sont inscrits en 2012 (http://www.bmstu.ru/mstu/admissions/priem-2012/).

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

également conservé son centre de formation et d'expérimentations de Dmitrov, dans la périphérie de Moscou, fondé en 1965, où sont installés certains de ses laboratoires (MGTU, 2006, p. 11).

Dès 1993, Bauman s'est efforcé de renouer les liens avec les entreprises russes mais aussi étrangères, d'abord pour aider ses étudiants à trouver un emploi (organisation d'un salon annuel), puis pour restaurer ses « facultés sectorielles » dans les bureaux d'études et obtenir des contrats de recherche.

L'établissement s'est encore révélé particulièrement inventif pour maintenir dans la tourmente un vivier de recrutement d'étudiants suffisant et de bonne qualité : depuis 1991, il organise des olympiades, baptisées « Un pas vers le futur », lors desquelles les lycéens doivent présenter leurs inventions à un jury. En 2009, le tiers des étudiants de première année était recruté par ce biais[30]. Le MGTU a également tissé des liens avec un réseau de lycées de Moscou (100), de la région (100) et d'autres villes (30), auxquels il propose des formations tant aux élèves qu'aux enseignants. Parmi eux, deux lycées moscovites procurent chaque année 10 % de ses nouvelles recrues : le MGTU y participe à la sélection des élèves et dispense des cours (gratuits) de physique et de mathématiques. Jusqu'à présent, la quasi-totalité des sortants choisissent d'entrer à l'Université Bauman[31]. Enfin, ses jeunes enseignants et ses étudiants avancés donnent des cours dans une école du soir réputée pour avoir formé nombre d'académiciens et de chefs de bureau d'études. Cette école, créée dans les années 1950 par le Komsomol et traditionnellement dirigée par des étudiants, propose aux élèves des trois dernières années du secondaire un cycle de mathématiques et de physique en supplément du programme général. Ces différents viviers de recrutement (lycées et olympiades) réunissent aujourd'hui entre 6 000 et 10 000 élèves et fournissent une part importante des 3 000 recrues annuelles.

Malgré un personnel enseignant vieillissant – problème général du secteur éducatif en Russie mais s'étant posé avec une acuité particulière dans les établissements techniques au cours des années 1990 – et des salaires peu élevés, Bauman est parvenu à garder son rang d'univer-

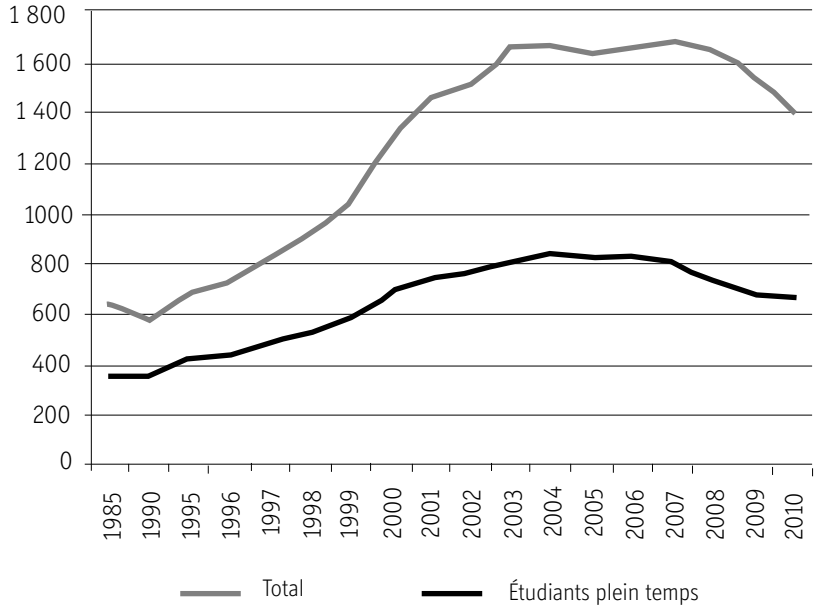
30. « Vuzy zakhlebnulis' v trekh volnakh » (Trois vagues pour remplir les universités), *Izvestija*, 25.08.2009 (www.izvestia.ru/education1/article3132212/).

31. Entretien avec Judin, vice-recteur pour le travail pédagogique, 10.06.2009.

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

sité d'élite, reconnue par de grandes écoles d'ingénieurs occidentales. Plutôt que de figurer à tout prix dans les classements internationaux, il a privilégié l'appartenance à des réseaux de grandes écoles pratiquant la reconnaissance mutuelle des diplômes, l'échange d'étudiants et les doubles cursus. Par ailleurs, ses travaux de R&D portant classiquement sur des domaines sensibles, l'établissement ne s'est jamais efforcé, du moins jusqu'à présent, de diffuser largement ses résultats à la communauté scientifique mondiale, obstacle à son classement dans les palmarès internationaux.

GRAPHIQUE 3
Admissions en première année (1985-2010) (en milliers)



Sources : Ministerstvo Obrazovanija i Nauki RF, 2008, 2010, 2012 ; Vysšaja škola ekonomiki, 2010, 2012.

Dans les années 1990, l'Université a donc essayé de conserver au mieux ses acquis et sa position dominante dans l'enseignement supérieur technique en ayant une politique d'expansion restreinte. Sa capacité de résilience lui permet aujourd'hui de répondre avec réactivité à la reprise des commandes de l'État (dans les domaines de la défense et des nanotechnologies, notamment).

Le mouvement d'expansion multiforme qui a caractérisé l'enseignement supérieur après la disparition de l'URSS connaît une

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

inflexion avec la baisse des admissions en première année depuis 2006 (Graphique 3), poussant les établissements à insister davantage sur leur formation continue.

Au moment même où la démographie étudiante se met à baisser, l'État fédéral enregistre une nette amélioration de ses finances, ce qui lui donne les moyens de reprendre en main et de restructurer le secteur. La nouvelle politique inaugurée au milieu des années 2000 vise en effet à instaurer de nouveaux rapports de force entre les universités et l'État.

3. De l'autonomisation des établissements à la recentralisation du contrôle : nouvelles règles du jeu, nouveaux rapports de force

Dans les années 1990, les établissements, qui ont dû s'engager dans des stratégies de survie, ont eu tendance à prendre leur autonomie vis-à-vis de leurs tutelles tout en bénéficiant de leur bienveillance. Ainsi le ministère de l'Éducation a-t-il fermé les yeux sur le dépassement du quota de places payantes dans certaines facultés (Encadré 4), la multiplication de succursales offrant une formation souvent de faible qualité, la création d'établissements non publics profitant des ressources publiques des universités d'État ou encore l'appropriation *de facto* par les établissements de leurs ressources extrabudgétaires (qui auraient dû être dépensées en accord avec les tutelles). Ajoutons qu'en l'absence d'un Trésor public réellement opérationnel avant 1998, l'utilisation des ressources budgétaires était, elle aussi, relativement peu contrôlée. La plupart des établissements se sont ainsi trouvés dans un « *no man's land* où ils n'[étaient] plus que formellement gérés par l'État »[32]. Leurs stratégies individuelles, menées presque sans aucun contrôle de l'appareil administratif, ont rendu les frontières du secteur public très fragiles et poreuses et favorisé des pratiques hybrides entre le public et le privé exercées en marge de la loi[33].

Le ministère de l'Éducation ne s'est pas contenté de fermer les yeux sur ces pratiques, il a bataillé avec le ministère des Finances pour accorder à ses établissements un régime d'exception en matière financière et fiscale. La loi de 1992 sur l'éducation accordait ainsi une autonomie financière aux établissements alors que les Finances entendaient maî-

32. Karpov & Lissovska (1998) cités par Vinokur (2004).

33. Sur la confusion entre le public et le privé, voir également Bikbov (2010).

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

triser l'affectation du budget poste par poste sans possibilité de dérogation en cours d'exercice. Elle prévoyait également une exonération de l'impôt sur les bénéfices (*i.e.* des revenus issus de l'activité commerciale) des établissements à condition qu'ils les réinvestissent dans leurs activités éducatives, avantage que le fisc a toujours contesté. Tandis que cette même loi permettait aux établissements de disposer librement des loyers tirés de la propriété fédérale, le ministère des Finances exigeait leur versement sur un compte au Trésor public et n'envisageait leur rétrocession aux établissements qu'en cas de besoin dûment motivé. Enfin, la loi de finances de 1999 astreignait les établissements à verser leurs recettes publiques et privées sur un compte au Trésor public ; or la loi sur l'éducation les autorisait à ouvrir un compte dans l'établissement bancaire de leur choix. L'entente entre établissements et tutelles s'est donc faite au détriment d'administrations généralistes, tel le ministère des Finances, qui ont vu leur autorité s'affaiblir, mais encore des usagers, qui ont dû payer des services publics de plus en plus cher sans toujours être assurés de bénéficier d'une formation de qualité minimale.

À partir du milieu des années 2000, les administrations généralistes (Administration présidentielle, appareil du Gouvernement – Encadré 5 –, ministère des Finances, ministère du Développement économique) ont cherché à reprendre en main les différentes sphères d'activité du secteur public et à mettre fin à l'autonomisation des établissements et à la collusion qu'ils entretenaient avec leurs tutelles. Le « nouveau management public » (NMP)[34] leur a fourni une parfaite boîte à outils pour instaurer un contrôle à la fois sur les ministères sectoriels et les établissements, notamment par le biais du financement[35]. Elles ont ainsi promis une « autonomie » de gestion aux établissements tout en les soumettant à un contrôle accru de leurs tutelles et en plaçant celles-ci sous leur propre contrôle.

34. Sur le NMP, lire par exemple Hood (1995) ; Pollitt & Bouckaert (2000) et Christensen & Laegreid (2001).

35. La reprise de ce contrôle est d'autant plus impérative que la politique d'enseignement supérieur redevient un instrument de la politique industrielle : depuis quelques années, le financement public s'oriente plutôt vers les filières techniques qui reçoivent davantage de places gratuites que les sciences humaines et sociales. Les places gratuites ne sont donc pas utilisées pour assurer une égalité d'accès à l'Université, quelle que soit la filière choisie, mais avant tout pour résoudre les problèmes de pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans certains secteurs.

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

Depuis une loi de 2010, la quasi-totalité des établissements est censée fonctionner selon les nouvelles règles de l'autonomie budgétaire[36] : ils disposent librement de leurs ressources (budgétaires et extrabudgétaires) grâce à l'introduction du principe du « budget global » ; en contrepartie, et bien qu'ils soient toujours définis par la loi comme « publics », les tutelles ne sont plus responsables de leurs dettes en dernier ressort. En dépit de l'amélioration du financement public, qui reste néanmoins, selon de nombreuses sources[37], insuffisant, les établissements sont fortement incités à continuer de drainer des ressources extrabudgétaires, en particulier sous la forme de places payantes[38]. Enfin, les dotations de l'État qu'ils reçoivent n'étant plus considérées, sur le plan comptable, comme des fonds « budgétaires », ils ne devraient plus être justiciables des mêmes procédures de contrôle qu'avant[39] : c'est désormais théoriquement aux seules administrations de tutelle de rendre compte aux administrations politiques supérieures (susmentionnées) et de contrôle (Cour des comptes, notamment) de la gestion « efficace » de leur secteur, calculée à l'aune d'indicateurs de performance[40].

Les tutelles sont vivement invitées à se transformer en donneurs d'ordre (clients) et en « actionnaires » (propriétaires) des établissements, rôles qui peuvent parfois s'avérer difficilement compatibles. Tels des clients, elles doivent leur acheter des services (et non plus leur assurer un financement minimal) mais ce sont des clients un peu singuliers puisque, en tant que propriétaires, elles peuvent fixer elles-mêmes le prix de leurs commandes, qui peut être inférieur au

36. Loi fédérale n° 83-FZ du 08.05.2010 « Sur les modifications d'actes législatifs de la Fédération de Russie liées à l'amélioration du statut juridique des établissements d'État (et municipaux) ». Sur sa genèse, voir Sigman (2013b).

37. Notamment l'Union des recteurs de Russie (entretien avec un conseiller de l'Union des recteurs de Russie, Moscou, 04.07.2011).

38. Notons que les ressources extrabudgétaires ne sont pas nécessairement des recettes privées.

39. C'est ce qu'explique la chef du service de méthodologie de l'exécution des dépenses budgétaires du Département de politique et de méthodologie budgétaires du ministère des Finances, Moscou, 10.07.2011. Nous ignorons si cette modification a reçu une traduction sur le plan réglementaire.

40. Ceux-ci sont en train d'être prudemment mis en place au niveau fédéral. Entretien avec le directeur adjoint du Département de politique budgétaire dans les domaines de la sphère sociale et de la recherche du ministère des Finances, Moscou, 23.06.2011.

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

coût de production du service. Le risque de sous-financement, toujours présent en dépit de la hausse des fonds publics, n'est donc pas écarté. Par ailleurs, les tutelles doivent valider les dépenses futures des établissements budgétaires poste par poste, pratique contraire au principe du budget global. On peut donc se demander si ces relations contractuelles, *a priori* calquées sur les rapports de marché, ne cachent pas des relations essentiellement administratives qui permettraient à l'État de se soustraire à ses obligations.

L'autonomie des établissements est en réalité très limitée : certes, ils sont libres de dépenser leurs fonds comme bon leur semble mais ils sont, en amont, bien plus dépendants de leurs tutelles qu'auparavant (lorsque leur budget était plus ou moins reconduit d'année en année). Ils sont en effet mis en concurrence pour obtenir leur financement (aussi bien sur projets que récurrent), distribué sur un mode discrétionnaire par la tutelle qui a toute latitude pour moduler le volume et le prix de sa commande d'une année sur l'autre. Le niveau de financement a donc toutes les chances d'être corrélé à la capacité de négociation de chaque établissement, au gré de rapports de force locaux sans règles du jeu très claires. L'incertitude pour les établissements, y compris les plus élitaires, est ainsi réintroduite comme mode de régulation après celle des années 1990 qui portait également sur le volume des fonds publics ; la différence est qu'aujourd'hui, les tutelles ne sont plus quant à elles dans l'incertitude et disposent de (presque) toutes les cartes. Le secteur public, dont les frontières se sont brouillées dans les années 1990 de façon sauvage, a ainsi laissé sa place à une sphère hybride publique-privée organisée par l'exécutif fédéral lui-même : en légalisant une partie des pratiques héritées de la période précédente, il s'efforce de domestiquer cette hybridation.

***

Depuis la chute de l'URSS, les établissements supérieurs ont donc connu deux régimes de financement public (sous-financement important dans la décennie 1990 puis financement accru mais très ciblé) et deux situations démographiques (hausse des inscriptions suivie d'une diminution sensible depuis 2006) très différents, débouchant dans les

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

années 1990 sur une tendance à la concentration verticale (constitution de complexes alliant des établissements secondaires et supérieurs), décidée par les établissements eux-mêmes, et, dans les années 2000, à une concentration horizontale (fusion d'établissements supérieurs) le plus souvent imposée d'en haut pour qu'ils atteignent une taille critique et puissent figurer dans les classements mondiaux. Dans les deux cas, les frontières du secteur public sont devenues poreuses voire déliquescentes. Les EES ont survécu à l'effondrement du financement public dans les années 1990, faisant preuve d'une formidable capacité de résistance et d'adaptation ; celle-ci est désormais utilisée par l'exécutif fédéral pour remodeler le système d'enseignement supérieur (ainsi que l'ensemble des services publics), non sans l'aide de certaines universités qui jouent avec lui le jeu de la collusion.

Dans ce contexte, se pose la question des rapports entre pouvoir politique, tutelles administratives et établissements supérieurs d'élite sur lesquels se concentrent les fonds publics. Le nouveau mode de financement introduit, qui s'inspire très directement de la *pension governance* (Vinokur, 2008), va-t-il entraîner un effritement des relations de collusion entre tutelles et établissements qui avaient permis au système éducatif de tenir en dépit du sous-financement public ? S'oriente-t-on vers un système où les ministères, en tant que donneurs d'ordres et propriétaires, auront plus de poids, sachant que les « champions nationaux » sont encore plus dépendants que les autres du financement public ? Ou plutôt vers un système où une poignée d'établissements (dont le Haut collège d'économie et l'Université Bauman), perçus par le pouvoir politique comme d'importance stratégique pour s'imposer dans la compétition internationale, seront au contraire en mesure de « mener le jeu » dans les négociations avec leurs tutelles ? Peut-on enfin envisager l'émergence de nouvelles formes de collusion entre contrôleur (tutelle) et contrôlé (établissement) au détriment de l'autorité politique supérieure ?

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

Annexes

Encadré 4

Cadre juridique de l'enseignement supérieur

Lois sur l'éducation

Loi de la Fédération de Russie n° 3266-1 « Sur l'éducation » du 10.07.1992 (Zakon Rossijskoj Federacii « Ob obrazovanii »)

La loi de 1992 sur l'éducation est l'une des toutes premières à avoir été adoptées dans la Fédération de Russie après la chute de l'URSS. Elle établit la possibilité d'utiliser un « financement normatif par élève », de diversifier les « canaux de financement » (autorisation de lever des ressources extrabudgétaires), autorise la création d'établissements privés et envisage d'accorder une « autonomie financière » aux établissements, sans préciser ce que recouvrent ces principes. Aussi verra-t-on se développer une lutte autour de la définition de ces notions entre partisans d'une gestion par le marché et ceux d'une gestion plus étatique. Ces derniers détenant une position forte à la Duma d'État (chambre basse du Parlement) dans les années 1990, ils parviennent, en 1996, à interdire la privatisation des établissements et à établir un quota de 25 % de places payantes dans les filières les plus demandées de l'enseignement supérieur (économie, droit, management et gestion publique).

Loi fédérale n° 12-FZ « Sur les ajouts et les modifications de la loi fédérale sur l'éducation » du 13.01.1996 (Federal'nyj zakon « O vnesenii izmenenij i dopol'nenij v zakon RF ob obrazovanii »)

Cette loi sur l'enseignement supérieur fixe notamment à 170 le nombre de places gratuites pour 10 000 habitants. Elle n'est plus en vigueur depuis septembre 2013 en raison de l'adoption d'une nouvelle loi sur l'éducation.

Loi fédérale n° 273-FZ « Sur l'éducation dans la Fédération de Russie » du 29.12.2012 (Federal'nyj zakon « Ob obrazovanii v Rossijskoj Federacii »)

Celle-ci, adoptée le 29.12.2012, prévoit notamment l'octroi d'une part du financement public aux établissements non publics et la fin du monopole des établissements éducatifs sur l'enseignement professionnel : toute personne physique ou morale, y compris à but lucratif, pourra dorénavant, quel que soit son objet social, délivrer un enseignement. Afin de faciliter cette ouverture, il est prévu d'accréditer non plus seulement les établissements mais aussi les programmes.

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

Désormais, l'État financera 800 places gratuites pour 10 000 habitants âgés de 17 à 30 ans : ce nouveau mode de calcul ne change pas pour l'instant la proportion de places budgétaires mais le creux démographique actuel permettra d'en réduire automatiquement le nombre.

Loi sur les établissements publics en général

Loi fédérale n° 83-FZ « sur les modifications d'actes législatifs de la Fédération de Russie liées à l'amélioration du statut juridique des établissements d'État (et municipaux) » du 08.05.2010 (Federal'nyj zakon « O vnesenii izmenenij v otdel'nye zakonodatel'nye akty Rossijskoj Federacii v svjazi s soveršenstvovaniem pravovogo položenija gosudarstvennykh (municipal'nykh) učreždenij ».

Cette loi retire aux établissements publics la responsabilité subsidiaire de l'État en cas de dettes contre une plus grande autonomie budgétaire (budget global) et prévoit un financement public non plus en fonction des besoins des établissements mais de la demande de leur tutelle (achat de services). Elle s'applique aux établissements de toutes les sphères du secteur public, à l'exception de ceux dont la clientèle n'est pas considérée par la tutelle comme solvable (prisons, orphelinats…) et de ceux qui relèvent des ministères dits « de force » (Intérieur, armée, FSB). Dans ces deux derniers cas, les établissements fonctionnent selon un schéma proche de l'ancien statut d'établissement public mais sont désormais dénommés « établissements du Trésor » (*kazennoe učreždenie*). Il existe enfin une troisième catégorie, celle des établissements « autonomes » (*avtonomnoe učreždenie*), lesquels disposent d'un peu plus de liberté de gestion que les établissements « budgétaires » (*bjudžetnoe učreždenie*) tout en en étant très proches.

Système de rémunération des salariés de la sphère budgétaire (dont les enseignants) :

– 1992 : grille unique de salaires prévoyant une progression par grade et à l'ancienneté. Les salaires faisaient de surcroît partie des postes budgétaires « protégés » (i.e. payés en priorité), ce qui n'a pas empêché des arriérés de salaires fréquents dans la décennie 1990.

– 2008 : suppression de la grille unique et mise en place d'un système prévoyant un salaire minimal en fonction du niveau de qualification, le paiement de « compensations » et une rémunération variable dite de « stimulation » dont les règles de calcul sont fixées par l'établissement en accord avec les syndicats. Disparition de la notion de « postes budgétaires protégés ».

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

Encadré 5

Institutions impliquées dans la gestion de l'enseignement supérieur

– Ministère de l'Éducation et de la Recherche : né en 1996 de l'unification du ministère de l'Éducation (responsable de l'enseignement obligatoire) et du Comité d'État à l'enseignement supérieur, séparés en URSS de 1946 à 1988.

– Départements de l'Appareil du gouvernement chapeautant l'enseignement supérieur et la recherche. L'Appareil, structure distincte du gouvernement (i.e. de l'ensemble des ministères fédéraux), comprend un secrétariat et une vingtaine de départements dont certains sont transversaux et d'autres recoupent les sphères de compétence des ministères (culture, industrie de la défense, développement social, économie et finances, recherche, hautes technologiques et enseignement…).

– Comité de la Duma d'État à l'éducation : il a joué un rôle notable dans les années 1990 dans la « résistance » aux projets de réforme libérale du ministère de l'Éducation (cf. supra l'amendement sur les quotas de places payantes). Comme de nombreux comités, il est contrôlé par le parti majoritaire Russie unie depuis 2003.

– Unions éducatives et méthodiques (UMO).

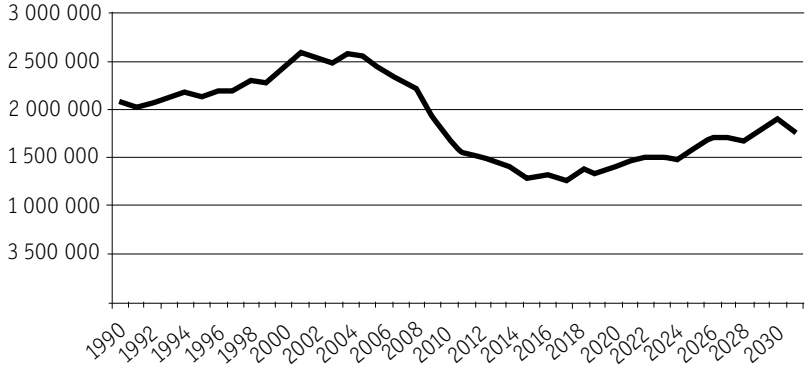
– Associations d'universités : Union des recteurs de Russie (présidée par le recteur de l'Université d'État de Moscou, V. Sadovničij), Association des universités techniques (présidée par le recteur de l'Université Bauman, A. Aleksandrov), Association des universités leaders (présidée par Ja. Kuzminov et N. Kropočev, recteur de l'Université d'État de Saint-Pétersbourg) (en concurrence avec l'Union des recteurs de Russie).

– Syndicat des travailleurs de l'éducation et de la recherche (affilié à la FNPR, centrale syndicale héritière des syndicats soviétiques) : il privilégie une logique de cogestion avec l'État et non les actions militantes (grèves, manifestations).

– Syndicats étudiants peu nombreux et faibles.

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

Graphique 4
Effectifs des générations âgées de 17 ans (âge d'entrée dans le supérieur) entre 1990 et 2013 et projections jusqu'en 2031



Source : Service fédéral de la statistique d'État, 2013 (http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat_main/rosstat/ru/apps/6ca5fc804a47df3aa95cabf75a2eeced).

Références bibliographiques

Adrian J., Robin D. & Vinokur A. (2001), « Les stratégies des établissements d'enseignement », in A. Vinokur, dir., pp. 133-181.

AERES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) (2008), Rapport d'évaluation de l'Institut d'Études Politiques de Paris, Paris (http://www.aeres-evaluation.fr/content/download/12113/175488/file/AERES-S1-IEP_Paris.pdf).

AERES (2010), *Rapport d'évaluation de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne*, Paris (http://www.aeres-evaluation.fr/content/download/13492/187710/file/AERES-S1-Paris1.pdf).

Bikbov A. (2010), « How Russian Universities Became the Future of World Education », Russia, May (http://isacna.wordpress.com:80/2010/05/03/how-russian-universities-became-the-future-of-world-education/).

Boltanski L. (1973), « L'espace positionnel : multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *Revue française de sociologie*, vol. 14, n° 1, janv.-mars, pp. 3-26.

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

Christensen T. & Laegreid P. (2001), *New Public Management. The Transformation of Ideas and Practice*, Aldershot: Ashgate.

Corden W. & Neary J. (1982), "Booming sector and de-industrialisation in a small open economy", *The Economic Journal*, Vol.92, n°368, December, pp.825-848.

Gloagen C. (2003), « Le complexe militaro-industriel russe. Entre survie, reconversion et mondialisation », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 32, n° 2, pp. 4-17.

Eliseev A. (s.d.), *Krutoj povorot* (Le grand tournant) (http://epizodsspace.narod.ru/bibl/eliseev/kapla/krutoy.html).

Hood C. (1995), "The 'New Public Management' in the 1980s: Variation on a theme", *Accounting, Organization and Society*, Vol.20, n°2-3, pp.93-109.

Karpov V. & Lissovska E. (1998), Western Michigan University, Document interne, Kalamazoo, Michigan.

Kuz'minov Ja. (2009), *Ob itogakh dejatel'nosti GU-VŠE v 2004-2009 godakh* (Résultats de l'activité du Haut collège d'économie-Université d'État en 2004-2009), Moskva, mars (http://www.hse.ru/data/585/486/1240/rector_report_22-03-2009.pdf).

Larionova M. & Meškova T. (2007), *Analitičeskij doklad po vysšemu obrazovaniju v Rossijskoj Federacii* (Rapport d'analyse sur l'enseignement supérieur dans la Fédération de Russie), Rapport thématique de l'OCDE sur l'enseignement supérieur, Moskva : Haut collège d'économie (http://www.hse.ru/data/2010/12/10/1233465449/tertiary%20education%20review%20in%20the%20rf.pdf).

MGTU (2006), *Zajavka na učastie v konkurse po otboru obrazovatel'nykh učreždenij vysšego professional'nogo obrazovanija, vnedrjajuščikh innovacionnye obrazovatel'nye programmy* (Dossier pour la sélection sur concours des établissements d'enseignement supérieur développant des programmes d'enseignement innovants], Moskva (www.mon.gov.ru/pro/pnpo/vuz/2006/07.zip).

Ministerstvo obrazovanija i nauki (2008), *Obrazovanie v Rossii – 2007. Statističeskij b'julleten'* (L'enseignement en Russie : 2007. Bulletin statistique), Moskva.

Ministerstvo obrazovanija i nauki ((2012), *Monitoring dejatel'nosti federal'nykh obrazovatel'nykh učreždenij vysšego professional'nogo obrazovanija* (Monitoring de l'activité des établissements fédéraux d'ensei-

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

gnement supérieur professionnel), Moskva (http://www.fgosvpo.ru/uploadfiles/mo/20121101191407.pdf).

Pollitt C. & Bouckaert G. (2000), *Public Management Reform. A Comparative Analysis*, Oxford: Oxford University Press.

Service federal de la statistique d'État (Rosstat) (2012), *Čislennost' i sostav naselenija* (Effectifs et composition de la population), Moskva (http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat/rosstatsite/main/population/demography/c2cb4b80449fc2f3a8fcb8b37074422a).

Sigman C. (2013a), « Le Haut collège d'économie : école de commerce, université et think tank», in Tatiana Kastouéva-Jean, dir., *Les universités russes sont-elles compétitives ?*, pp. 97-137, Paris : CNRS Editions/Ifri, coll. Alpha, 314 p.

Sigman C. (2013b), « Le 'nouveau management public' en Russie : tribulations d'une transposition », *Gouvernement et action publique*, vol. 2, n° 3, juillet-septembre 2013, pp. 441-460.

Sigman C. (2012), « Les origines de la contractualisation des rapports entre entreprises et enseignement supérieur dans le système soviétique », in Y. Gingras & L. Roy, dir., *Les universités nouvelles. Enjeux et perspectives*, Québec : Presses de l'Université du Québec, « Enseignement supérieur », pp. 91-110.

Tretiakova R. (2001), « L'environnement économique et le financement de l'éducation , in Annie Vinokur, *Les transformations du système éducatif de la Fédération de Russie*, dir., Paris : UNESCO-IIEP, pp. 57-91.

Vinokur A., dir. (2001), *Les transformations du système éducatif de la Fédération de Russie*, *op.cit* (http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001248/124842f.pdf)

Vinokur A. (2004), « Public, privé... ou hybride. L'effacement des frontières dans l'éducation », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 3, pp. 17-37.

Vinokur A. (2008), « Vous avez dit 'autonomie' ? », *Mouvements*, vol. 3, n° 55-56, pp.72-81.

Volckevic L.I. & Volckevic I.L. (2005), *Moskovskij gosudarstvennyj tekhničeskij institut imeni N.E. Baumana. Istorija i sovremennost'* (L'Université technique d'État de Moscou N.E. Bauman. Hier et aujourd'hui), MGTU: Moskva, 312 p.

Vorobyov V. & Pozharov A. (2005), "Russia's Military Financial Policy", *Military Thought*, Vol.14, n°2, pp.139-153.

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)

Vysšaja škola ekonomiki (2010), *Obrazovanie v Rossijskoj Federacii: 2010. Statističeskij sbornik* (L'enseignement en Russie : 2010. Annuaire statistique), Moskva : Haut collège d'économie, http://www.hse.ru/primarydata/

Vysšaja škola ekonomiki (2012), *Obrazovanie v Rossijskoj Federacii: 2012. Statističeskij sbornik* (L'enseignement en Russie : 2012. Annuaire statistique), Moskva : Haut collège d'économie, http://www.hse.ru/primarydata

© NecPlus | Téléchargé le 21/12/2020 sur www.cairn.info (IP: 207.241.231.83)